



Surveillance de mes comptes etc. et statut social, aides d'Etat

Par Escherischiante

Bonjour, bonsoir...

Je sais que, depuis 2020, pendant qu'on faisait regarder à la plupart des gens s'ils allaient ou non être confinés..., on a voté des lois faisant que l'Etat s'est donné un total accès aux comptes bancaires, opérateurs, mails, sms, appels téléphoniques, etc. des demandeurs d'emploi, qu'ils soient ou non honnêtes, en partant du fait que la majorité ne devaient pas être honnêtes... (sinon, si peu, suffisait de).

Aujourd'hui, si les parents sont encore en vie... et en mesure d'aider leurs enfants adultes à s'en sortir quand au chômage... on s'arrange pour ne pas leur offrir une forme d'indépendance vis à vis de leurs parents... et de ne rien leur verser et que les parents versent... sans aller voir si les conditions de vie, etc. sont bonnes, si on ne crée pas des conditions de vie sont mauvaises. (Car y'a pas qu'entre époux que les conditions peuvent être perverses, etc.)

Parallèlement, selon l'âge et l'état physique du demandeur d'emploi, personne ne joue le jeu. Ni les assistantes sociales, ni les conseillers France Travail, ni la MDPH, etc.

En dehors de la sécu pour le remboursement d'un certain nombre de soins, et des forces de l'ordre qui, parfois encore, apportent un minimum de sécurité, le reste est inexistant quand ils n'ont pas à intervenir en "père fouettard".

Ma question: si l'Etat n'aide pas financièrement et humainement/en service aussi, suffisamment pour ne rien perdre à se désinscrire de France Travail et du reste... Est-ce que l'Etat conserve cependant l'accès à tous nos comptes et autres ou pas + qu'un simple salarié lambda ou terriens? (En sachant, au passage, que vous ne dealez pas, ne volez pas, ne fumez pas, ne buvez pas d'alcool, ne vous droguez pas, ne faites pas l'apologie de l'anarchie, de la violence etc.?)

Avez-vous le droit de priver l'Etat d'un accès direct à votre vie, s'il n'a pas demandé avant, et à chaque fois à un procureur, etc., vu que, de son côté, il ne vous a fourni ni logement, ni accompagnement réel, ni protection, etc. comme soit-disant sensé le faire?

Merci de votre réponse.

Par isernon

bonjour,

la France est ce qu'on appelle un état providence, il fait partie des Etats qui aident le plus ses citoyens (RSA, complémentaire santé solidaire, aide du conseil général pour le paiement des EPHAD...).

la fraude sociale estimée à 10 milliards d'euros justifie que l'état contrôle la réalité de la situation des personnes percevant ces sommes, car l'argent versé par l'état est l'argent des français prélevé par l'impôt et les taxes.

salutations

Par Isadore

Bonjour,

Est-ce que l'Etat conserve cependant l'accès à tous nos comptes et autres ou pas + qu'un simple salarié lambda ou terriens?

Votre question n'est pas complètement claire, mais si j'ai bien compris : dans la mesure où une personne n'est pas inscrite à France Travail, France Travail n'a accès à aucune information concernant cette personne. Même logique avec la CAF.

Avez-vous le droit de priver l'Etat d'un accès direct à votre vie, s'il n'a pas demandé avant, et à chaque fois à un procureur, etc., vu que, de son côté, il ne vous a fourni ni logement, ni accompagnement réel, ni protection, etc. comme soit-disant sensé le faire?

Je ne sais pas ce que vous entendez exactement par "priver l'Etat d'un accès direct à votre vie". Différents organismes étatiques ont accès à des informations personnelles, soit sur autorisation de la personne, soit sur autorisation d'un juge, soit sur autorisation directe de la loi.

En pratique il n'est pas vraiment possible de priver l'Etat de toute information sur votre vie.

Mais vous avez parfaitement le droit de vous organiser pour limiter au maximum les informations qui filtrent. Des gens vivent sans compte bancaire, d'autres ont un compte mais ne paient qu'en liquide, des gens se passent d'appareils électroniques ou utilisent des systèmes très sécurisés...

on s'arrange pour ne pas leur offrir une forme d'indépendance vis à vis de leurs parents

On s'arrange, on s'arrange... Pour une personne adulte ayant droit à une pension alimentaire, il est juridiquement très simple sur le plan juridique de s'affranchir de ses parents. Il suffit de saisir le JAF pour avoir un jugement qui les contraint à verser la pension.

La situation de dépendance ne vient que de contraintes morales (l'Etat n'y peut rien) ou du fait que les parents vont au-delà de l'obligation alimentaire (par exemple en logeant leur enfant sous leur toit).

Ni les assistantes sociales, ni les conseillers France Travail, ni la MDPH, etc.

Ma mère, en fin de carrière professionnelle, vient d'obtenir l'accord de France Travail pour suivre une formation en vue d'une reconversion. La formation est financée par France Travail et elle va toucher ses ARE.

Une personne handicapée suivie par son ancien employeur (association d'aide à domicile) tourne à l'AAH et vient avec l'aide de France Travail de se trouver une alterance.

J'ai personnellement obtenu une RQTH et mon employeur (entreprise privée) a eu des aides pour aménager les postes de plusieurs salariés handicapés.

Bref, il est exagéré de dire que "personne ne joue le jeu". France Travail n'est évidemment pas la panacée, ni la MDPH, ni les services sociaux, mais plein de gens bénéficient d'aides et d'accompagnement qui leur permettent de vivre.

Par Escherischiante

Merci à la modératrice qui m'a bien comprise.

Perso? 54 ans, bac +2 que je ne peux plus utiliser (car j'ai accepté autrefois les petits boulots, pas ambitieuse, donc pas monté en grade... et aussi parce que l'un des métiers/mon diplôme qui m'attirait (labo) était très demandé et peu d'offres, et crépage de chignon quand je décrochais un CDD, celles là avant craignant le non renouvellement de leur contrat et devenant infernales. Et moi, me mettant en retrait, ne voulant pas d'histoire... donc aisée à ne pas garder même si travail OK). Et aujourd'hui RQTH: arthrose diffuse avec des pincements articulaires, un nerf lésé et d'autres soucis musculaires. Mais comme intellectuellement très apte: pas reconnue invalide. Quand aux médecins du travail... bien que RQTH depuis 2017, bien que fait de travail de nuit... en fait pas vu de médecins du travail... même quand j'en ai fait la demande... (et à finir à chaque fois par démissionner... et perdre mes droits...) et le dernier vu a écrit "nécessite des soins médicaux. Impossibilité d'émettre un avis". Et le médecin de la sécu vu reconnaît que j'ai des handicaps physiques mais qui ne m'empêcheraient pas de faire un emploi administratif ou dans le numérique, si formée, donc ne relève pas d'une pension d'invalidité. Le médecin expert judiciaire de mon assurance m'a versé de l'argent/handicap supplémentaire définitif eu suite à deux chutes qui ont fini en fractures... et à dire qu'il faudrait qu'on me forme...

Mais les formations que je souhaite faire me sont refusées, tout comme l'ABC informatique du CRP de Mulhouse. Ou, disons, je ne reçois pas de courrier négatif mais on ignore purement et simplement mes demandes, même répétées.

De même la marraine de Medef dit qu'il faudrait me former dans un emploi soit administratif soit dans le numérique (bac C avant BTS et multi expériences métiers). Et à se demander pourquoi rien n'est enclenché.

J'ai cherché des stages d'immersion: sans succès.

J'ai tenté d'obtenir des alternances: sans succès.

J'ai tenté celles financées par l'Etat: sans succès (même si la seule fille...)

Je réussis les MRS, etc. Mais non derrière.

Et France Travail, etc. me répondent "je vous remercie de votre courrier et vous souhaite à mon tour une bonne semaine".

Les assistantes sociales? Je n'oublierais jamais la fois où j'ai attendu SOUS LA PLUIE + d'une demi-heure, devant la porte du local (où ne pouvait s'abriter nul part) l'assistante sociale... qui a téléphoné plus de 2 h après, qu'elle ne pouvait venir et si j'étais venue au rdv (quelle question)... alors que j'étais en béquille anglaise (sous aisselle), plâtre jusqu'au genou et attelle bras tout à gauche... Trempée... Et déjà avant cette assistante sociale n'avait rien fait, proposé, alors

que 0 logement, etc. Infirmières, médecin et kiné sidérés. Médecin qui le reste d'ailleurs... "vous avez bien re-déposé votre demande à la MDPH?" "France Travail est au courant que vous avez une RQTH et de votre état?"

On a tenté de me faire faire un DAQ coloré 2.0 industrie: on m'a laissée pour compte. Mais VRAIMENT. Et, après, quand j'ai jeté l'éponge car 0 attention, rien de ce que je faisais contrôlé, ni aidée, pas de stage, alors que les 4 autres, on leur a tout fait (dont certains parlant parfaitement le français, etc.), et que faire payer la région pour rien, franchement, autant renoncer (car je fais pareil déjà seule chez moi, vu que 0 regard), on m'a sorti que "étant donné mes capacités intellectuelles on pensait que je réussirais à trouver seule un stage d'immersion". Ben si j'avais trouvé seule, je l'aurais trouvé AVANT d'atterrir dans cette structure, vu que je faisais DÉJÀ ces démarches avant. Là, je voulais qu'on m'aide pour débloquer où ça bloque, qu'on me dise où ça bloque. Mais nada.

Comme on ne me dit pas pourquoi on ne répond pas et pourquoi on ne m'accorde pas le CRP de Mulhouse pour me former et pourquoi on refuse de me former.

Du coups, ben je tourne en rond.

Et quand d'autres obtiennent et vous rien et sans aucune explication, comment comprendre?

C'est comme, par le passé, les forces de l'ordre, quand il y a quelques années, soucis/l'appartement que j'occupais alors, le policier avait choisit de prendre une plainte pour "harcèlement en bande organisée avec intrusion à domicile, vol de documents, " et je ne sais plus quoi. J'avais été surprise car je ne me considérais pas harcelée. Il a fini par traiter le problème de l'intrusion. Mais, après, il avait reçu ordre de son procureur de classer l'enquête et ne plus poursuivre, que, déjà, on ne rentrait plus chez moi, puis obtenu qu'on n'endommage plus ma serrure, que c'était suffisant. J'ai fini par partir car entre les menaces que j'avais et le refus d'emploi en lien avec ces personnes qui venaient taguer ou autre là où je finissais par travailler... J'ai atterri dans une autre région et dans une chambre chez ma mère, en attendant de pouvoir avoir un logement social que je n'obtiens pas et un emploi, que je n'obtiens pas. (Je suis + handicapée suite à une perte de connaissance inexplicquée et où quand j'ai repris connaissance, ma cheville avait été endommagée et où une personne m'a fait savoir après que c'était un avertissement, que il m'arrivait pire si je n'ôtai pas ma plainte/mon appartement).

Finalement, si je n'obtiens rien de France Travail, j'envisage de me désinscrire. (Idem la CAF vu que je n'ai rien d'eux non plus).

Et comme Google (comme j'accepte de manger des cookies) et la communauté des Zéros (pas celui d'Openclassroom) m'ont permis d'avoir un gros bouquin (presque 500 pages) sur les réseaux, qu'on m'a aussi donné accès à un autre gros bouquin sur l'informatique-numérique (500 pages), et un sur la cybersécurité...

alors que la région etc. refusent de me former (idem des associations qui prétendent vouloir former, reconverter des personnes en situation de handicap, mais que je vois, pour certaines, + prendre des jeunes sans handicap mais originaires de l'Etranger et des jeunes qui flirtaient avec l'illégalité. J'ai même entendu certains rire et de futurs piratages de "là où il y a l'argent" si pas assez payés et du meurtre "du Corse" "que, comme ça, tous ces Franc-Comtois, Bretons, Alsaciens, Basques n'ont qu'à bien se tenir et arrêter de croire que encore eux qui ont leur mot à dire"... (ça, c'était dans une pièce où on attendait notre entretien. Moi, on ne m'a pas appelée puis on m'a dit que déjà fait leurs choix et merci du déplacement). J'ai aussi eu un Afghan ayant grandi en Iran qui m'a demandé pourquoi on aidait les autres et lui et pourquoi moi... et, quand on s'était recroisé une fois, là où on lui avait trouvé du travail, à me demander si on m'avait finalement trouvé un stage (non) un emploi (non) un logement (non) et il avait rit... et dit qu'il était désolé pour moi et qu'il pensait savoir pourquoi lui n'avait même pas à lever le petit doigt et moi, même en bossant de mon côté, nada. Il était sympa en un sens car très cash en un sens (sûrement pas sur tout mais assez en sous-entendu) et extrêmement intelligent et à ne pas me le cacher. Et, quand seuls, à aimer débattre sur la religion entre autres, mais pas que. A espérer qu'il n'est pas un sous-marin ou une grenade à retardement, car vraiment intéressant comme homme. (Il savait comme moi qu'il ne me convertirait pas, etc. Mais, par contre, on pouvait opposer nos points de vue respectifs, ce qu'il appréciait autant que moi.))

Donc si l'Etat ne m'aide pas... ne m'aide plus financièrement... Ben je cesserais cette hypocrisie de candidature qui ne mène à rien sans formation. Et je me concentrerais seule uniquement sur me former, avec l'aide des Zéros et de ceux qui daigneront m'aider.

Sans plus croire en l'Etat, car, comme en ont été témoins d'autres, on les aide... et moi, nada. Je peux me plier "au jeu", on ne regardera pas ma copie, on ne me dira pas pourquoi ci ou ça. Etc.

Ma seule consolation: ceux qui me connaissent bien en sont témoins. Ceux qui se retrouvent parfois avec moi en sont aussi témoins.

Je ne sais ce que j'ai fait pour vraiment mériter ça. Mais c'est un constat.

De mon côté, je suis honnête. Du côté des autres. Si après, ils peuvent se regarder dans un miroir et + tard mourir en paix... Hein!

Merci en tout cas pour votre réponse. Je verrais bientôt à quelle sauce je suis cuisinée, et, selon, ben je me mettrais en retrait de tout ce qui ne m'apporte rien.

Par contre, je soulignerais la fiabilité de la Maïf, que je ne peux qu'applaudir vu mon vécu en général dans la vie et de ce que EUX ont fait pour moi (dont un peu d'argent dans le cadre de leur assurance "accidents de la vie") et que, quand, entre autres, je me suis retrouvée plâtrée et implant dans le poignet, finalement les seuls à vraiment répondre "présents" sans avoir eu à les chercher!

En-dehors d'eux... bof. La sécu, un peu tard... mais là.

Le reste? Non.

Bonne continuation et bon courage à vous.